



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles****Section spécialisée de la normalisation de la viande****Vingt-huitième session**

Genève, 12 et 13 octobre 2020

**Rapport de la Section spécialisée de la normalisation  
de la viande sur les travaux de sa vingt-huitième session****I. Introduction**

1. Ian King (Australie), Président de la Section spécialisée, a ouvert et présidé la session.
2. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), Mika Vepsäläinen, a souhaité la bienvenue aux représentants qui participaient à la première réunion en ligne de la Section spécialisée de la normalisation de la viande de la CEE. Il les a remerciés de leur soutien et a indiqué qu'il attendait avec impatience d'entendre comment leurs pays s'étaient adaptés pour gérer les flux commerciaux et les inspections compte tenu des difficultés additionnelles causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il a également informé les délégations que la CEE s'était jointe à la coalition thématique des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables afin d'appuyer les équipes de pays et les coordonnateurs résidents de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pendant cette crise et les phases de relèvement. Il a déclaré que si l'époque exigeait une meilleure gestion des crises et des efforts plus soutenus en faveur d'une reprise et d'une résilience durables, il appartiendrait à chacun d'examiner sa contribution aux systèmes alimentaires durables dans toutes leurs dimensions (économique, sociale et environnementale), et d'analyser l'intégration de ces systèmes dans les programmes nationaux et internationaux de politique alimentaire.
3. M. Vepsäläinen a également observé qu'à l'Office des Nations Unies à Genève, la situation avait entraîné un certain nombre d'aménagements au cours des derniers mois, d'où, malheureusement, l'absence d'interprétation pour la réunion en cours. Le rapport et toute décision prise seraient adoptés dans le cadre d'une procédure d'approbation intersessions après la réunion.
4. M. Vepsäläinen a remercié toutes les personnes présentes pour leur participation active tout au long de l'année et a souhaité à la Section spécialisée des délibérations fructueuses.



## **II. Participation**

5. Des représentants des États Membres de l'ONU suivants ont participé à la réunion : Allemagne, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Irlande, Italie, Malaisie, Pologne.

6. Ont également participé les représentants des organisations invitées en qualité d'observateurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des associations, des universités et des groupes du secteur privé dont la liste suit : AUS-Meat Limited, Birkenwood PT, International Meat Secretariat (IMS), Institut de l'Élevage (IDELE), Meat and Livestock Australia (MLA), Polish Beef Association, Slaney Foods International, Université de Novi Sad.

## **III. Adoption de l'ordre du jour**

7. Les représentants ont adopté l'ordre du jour.

## **IV. Faits notables survenus depuis la dernière session**

### **CEE et organes subsidiaires**

8. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a informé les délégations que la dernière réunion du Comité directeur des capacités et des normes commerciales avait eu lieu le 29 juin 2020 sous la forme de consultations en ligne informelles. Conformément aux procédures spéciales appliquées pendant la pandémie de COVID-19, toutes les recommandations de décisions cruciales pour les entreprises qui étaient issues de ces consultations avaient été soumises à une procédure d'approbation tacite.

9. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a indiqué que la soumission du budget de la CEE pour 2022 était en cours. Il a souligné que la session de la CEE qui aurait lieu en 2021 porterait notamment sur l'économie circulaire et la gestion durable des ressources naturelles, y compris sur l'importance de la production et du commerce des denrées alimentaires dans toute démarche d'économie circulaire.

## **V. Qualité gustative**

10. Le Rapporteur pour la qualité gustative (Pologne) a brièvement fait le point sur les travaux du Groupe des références scientifiques sur la qualité gustative. Un représentant de l'Australie, également membre du Groupe de références scientifiques, a fourni des informations détaillées sur la création de la Internal Meat Research 3G Foundation, qui était chargée de soutenir le développement de la recherche sur la qualité gustative et l'élaboration de modèles de prédiction, de protocoles communs et de données communes pour faciliter la mise en commun des données au niveau mondial. La fondation, une entité non commerciale à but non lucratif, avait entrepris d'élaborer des principes et de les appliquer afin de permettre la création d'une plateforme internationale de recherche sur la qualité gustative. Le Rapporteur a aussi observé que, quelques années auparavant, la norme CEE pour la viande bovine avait été modifiée afin d'y intégrer des dispositions sur la mesure du persillage ou de la couleur, par exemple. Il a informé les représentants des récentes activités de formation et de la conception de logiciels destinés à faciliter la collecte et le partage des données et a évoqué les travaux en cours sur un recueil des normes, sur la saveur et sur les accords de partage des données.

11. Le Président a souligné l'importance des travaux du Groupe de travail sur la qualité gustative, qui complétaient les travaux de la Section spécialisée sur la norme CEE pour la viande bovine. La Section spécialisée a remercié les intervenants pour cette mise à jour et le Groupe de travail sur la qualité gustative pour ses travaux. Des informations actualisées seraient présentées à la session de 2021.

## VI. Révision des normes

### Viande porcine – Carcasses et découpes

12. La Section spécialisée a examiné les propositions de la Fédération de Russie concernant la norme pour la viande porcine (ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2020/4) et la proposition de révision de la norme présentée par la délégation serbe (ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2020/INF.1).

13. *Persillage de la viande porcine* : la Section spécialisée a examiné les nouvelles dispositions proposées concernant le persillage de la viande porcine en vue de leur inclusion dans la norme CEE. La délégation des États-Unis d'Amérique a dit que des propositions relatives à de telles dispositions avaient également été faites dans son pays et que le secteur concerné avait élaboré des programmes spéciaux pour y donner suite. Le représentant des États-Unis d'Amérique a proposé d'apporter de plus amples informations à la Section spécialisée. Dans le document INF.1, le représentant de la Serbie a fourni des photos qui étaient utilisées pour la recherche scientifique mais pas pour la commercialisation de la viande porcine. Les délégations sont convenues d'envisager d'ajouter dans la norme des dispositions relatives au persillage et à la couleur. Un groupe de rapporteurs (Fédération de Russie, États-Unis d'Amérique) préparerait une proposition détaillée pour la session de 2021.

14. *Teneur en graisse de la viande (en particulier de la viande bovine)* : la Section spécialisée a examiné la question de la quantité de graisse qu'une viande pouvait contenir pour être considérée comme de la viande. Il a été précisé que quand la graisse était produite à partir de bœuf (comme l'angus), elle pouvait contenir du tissu maigre. Cela avait des effets – entre autres – sur la détermination des droits de douane. Il a donc été décidé d'approfondir cette question et de déterminer si des paramètres seraient nécessaires pour définir la teneur acceptable en graisse. Plusieurs pays ont déclaré qu'ils étaient confrontés à des problèmes similaires et observé que la question était également liée à la définition des codes SH pertinents, qui n'existaient actuellement que pour les graisses porcines mais pas pour les autres viandes. La Section spécialisée a décidé de suspendre les travaux sur cette norme pour le moment. Le Groupe de travail soumettrait ses propositions à la session de la Section spécialisée qui aurait lieu en 2021.

15. *Farine d'os* : La Section spécialisée a examiné la proposition relative à la qualité de la farine d'os et a pris note du fait que (comme l'a souligné la délégation serbe) ce produit ne relevait pas du champ d'application actuel des normes CEE, qui portaient sur les produits destinés à la consommation humaine et non à l'alimentation animale. Les travaux se poursuivraient si la Section spécialisée montrait un intérêt marqué pour ce sujet et s'il était établi que la farine d'os faisait l'objet d'un commerce international important.

16. *Protéines d'origine animale provenant du tissu conjonctif* : la Section spécialisée a pris note de la proposition d'étudier la question de savoir si une norme internationale était nécessaire et de l'intérêt manifesté par plusieurs délégations en ce sens. La délégation des États-Unis d'Amérique a fait remarquer que son pays disposait déjà de normes nationales sur les protéines d'origine animale provenant du tissu conjonctif. La Section spécialisée a décidé d'approfondir le sujet et de créer un groupe de rapporteurs (composé de représentants ayant des connaissances et un intérêt concernant les ventes internationales de ce produit – Fédération de Russie, entre autres) qui présenterait des normes nationales relatives aux protéines d'origine animale en vue de la session de la Section spécialisée qui aurait lieu en 2021, afin que des propositions puissent être élaborées.

## VII. Débat sur la possibilité d'élaborer des principes internationaux minimaux sur la durabilité dans le secteur de la viande

17. Comme suite aux discussions amorcées dans le cadre de divers colloques organisés par la Section spécialisée, les délégations ont débattu de la possibilité d'élaborer des

principes internationaux minimaux sur la durabilité dans le secteur de la viande. La délégation australienne a présenté un rapport sur le Australian Beef Sustainability Framework (cadre australien pour l'élevage durable des bovins). L'intervenant a souligné que ce cadre, qui était géré par le secteur concerné et qui existait depuis 2014, était un système d'établissement de rapports et non un système de certification. Il en a décrit la structure organisationnelle, en soulignant l'importance des consultations des parties prenantes dans la définition de ses objectifs et de son champ d'application, qui étaient axés sur la satisfaction des attentes des consommateurs et des communautés, l'accès au marché, les demandes des clients, l'accès au capital, l'instauration de la confiance et une anticipation de la réglementation nécessaire, qui serait réduite en faveur d'initiatives du secteur lui-même. Le cadre avait été utilisé pour suivre les performances des exploitations agricoles, des élevages hors-sol, des transformateurs et du secteur de l'exportation de produits vivants ; harmoniser les avantages sociaux, économiques et environnementaux ; faciliter l'accès aux marchés ; offrir à toutes les parties intéressées une image claire de la situation. L'intervenant a également présenté les quatre grands axes du cadre : le bien-être animal, la résilience économique, la bonne intendance de l'environnement, et la population et les communautés. Le cadre était également aligné sur les stratégies élaborées par le secteur pour renforcer la résilience des entreprises et la durabilité environnementale. Le cadre s'inscrivant dans un processus dynamique, le rapport annuel avait rendu compte aussi bien des résultats obtenus que des difficultés rencontrées par le secteur et touchant à l'environnement<sup>1</sup>.

18. Le Président a souligné que ce cadre n'était qu'un exemple parmi les nombreuses initiatives destinées à favoriser la durabilité prises par les pays. Dans certains États, les programmes de stockage du carbone et de réduction des émissions de carbone étaient intégrés à des programmes de durabilité et faisaient partie des normes et des règles commerciales. Afin de faire avancer les discussions, la délégation polonaise a suggéré de lier les présentes délibérations aux travaux de la Global Roundtable for Sustainable Beef (table ronde mondiale pour la durabilité dans le secteur de la viande bovine). Le représentant de l'Argentine a suggéré d'y associer également le partenariat LEAP (Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage) de la FAO.

19. La Section spécialisée a pris note des informations données par l'Australie sur le Australian Beef Sustainability Framework. Il existait des projets similaires partout dans le monde, car la question de la durabilité était une préoccupation mondiale. Les représentants ont manifesté leur intérêt pour cet important sujet, dans la mesure où la durabilité s'inscrivait dans les objectifs plus larges de la CEE et concernait aussi, par exemple, les experts de la Global Roundtable for Sustainable Beef. La Section spécialisée a donc décidé de travailler sur le sujet et d'organiser un séminaire (webinaire), soit pendant soit avant la session suivante. Le secrétariat prendrait contact avec des experts et informerait les représentants des modalités de cette réunion en temps utile.

## **VIII. Alignement des descriptions des découpes de viande et des codes du Système harmonisé**

20. L'examen de la question du périmètre d'un éventuel projet d'alignement des codes du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et des codes de découpe de viande de la CEE avait été proposé pendant l'atelier de la Section spécialisée à Potsdam (Allemagne) en 2019 ; la proposition avait ensuite été examinée puis approuvée à la session du Groupe de travail de novembre 2019. La Section spécialisée a donc étudié les propositions de la Pologne, qui concernaient notamment les modalités d'harmonisation, et celles de la Serbie, qui concernaient les définitions.

21. Le représentant de l'Australie a parlé de la complexification des codes et suggéré de dresser un inventaire comparant le système de codes SH utilisé par l'Organisation mondiale des douanes, le système utilisé par la CEE (codes de description des découpes de viande) et

<sup>1</sup> Voir <https://www.sustainableaustralianbeef.com.au/annual-update>.

les systèmes utilisés par les pays (codes de lignes tarifaires) (voir le document ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2020/INF.3). Le représentant de l'Allemagne a indiqué que dans l'Union européenne les codes à 8 chiffres étaient utilisés à des fins statistiques et aussi à des fins de classement tarifaire. Le représentant de l'Australie a dit que la mise en correspondance des codes de découpe de la CEE avec les codes SH à 6 chiffres pouvait être un processus simple, réalisable à l'aide d'une feuille de calcul ou d'un outil numérique, mais que si l'on devait aussi aligner ces codes sur les codes tarifaires propres à chaque pays (codes à 8 chiffres), l'exercice deviendrait plus complexe. Toutefois, cette dernière option faciliterait encore davantage le dédouanement et les flux commerciaux associés, mais nécessiterait la communication de plus d'informations de la part des autorités douanières nationales.

22. La délégation des États-Unis d'Amérique a souligné la complexité d'un alignement des codes à 8 chiffres et a proposé, pour commencer, de s'en tenir à 6 chiffres. Le représentant de la Pologne a convenu que l'alignement avec des codes à 8 chiffres pourrait être plus complexe mais s'est dit en faveur du projet. Les codes à 8 chiffres pourraient passer par un système central de conversion qui permettrait de continuer à utiliser les codes actuels et en même temps de les convertir.

23. La Section spécialisée a convenu de chercher d'abord à se faire une idée claire de l'étendue du problème. Elle a demandé au secrétariat et au Groupe de travail (Australie, France, Pologne et Serbie) de prendre contact avec l'Organisation mondiale des douanes afin d'organiser une réunion en ligne entre des représentants de l'organisation et le Groupe de travail de la CEE, afin de mieux cerner l'ampleur de la tâche et la manière d'avancer. La réunion permettrait à la Section spécialisée de définir les priorités et de décider en connaissance de cause de la solution la plus appropriée. La collaboration avec les bureaux douaniers nationaux pourrait permettre de compléter les réponses de l'Organisation mondiale des douanes et de déterminer, par exemple, le travail que représenteraient une étude détaillée de la conversion à 6 chiffres pour la viande bovine, ovine et porcine, voire une étude détaillée du système de codes à 8 chiffres.

## **IX. COVID-19 : Échange de données d'expérience**

24. La Section spécialisée a échangé des données d'expérience sur les efforts déployés par les pays pour assurer la continuité des activités des entreprises pendant la pandémie de COVID-19. La délégation australienne a souligné que les réunions en ligne, les contrôles en ligne et la formation en ligne avaient permis de poursuivre les activités d'inspection et de classification pendant cette période difficile. En outre, l'étroite coopération entre les organismes publics et le secteur privé avait permis d'adopter des approches communes et d'assurer la résilience des processus de validation de la conformité aux normes. Si les outils en ligne et les nouveaux processus avaient été très utiles, les avis étaient partagés quant aux contrôles en ligne, dont le coût n'était pas forcément inférieur et qui se traduisaient par un engagement moindre. Le représentant australien a également souligné l'importance, pendant cette période, des normes pour le commerce et pour les consommateurs, qui faisaient confiance à la qualité des produits validés par des inspections et des contrôles.

25. La délégation des États-Unis d'Amérique a indiqué que, dès le début de la pandémie, le Gouvernement de son pays avait élaboré des plans d'urgence afin que les services de classification puissent se poursuivre. Il s'agissait notamment de s'adapter aux nouvelles méthodes de travail, d'utiliser la technologie pour les inspections par caméra, de procéder à des classifications et à des contrôles à distance. Le représentant a aussi évoqué les difficultés liées à la main-d'œuvre (maladies, disponibilité de personnel formé, achat d'équipements de protection individuelle, etc.). Il a observé que même pendant la fermeture des grandes usines (secteurs du bœuf et du porc), les classifications avaient pu se faire sans aucun retard. En ce qui concernait la volaille et les œufs, les consommateurs étaient préoccupés par la continuité de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries, notamment quand l'absence de travailleurs pour maladie entraînait des retards dans la récolte des produits (dans le secteur de la volaille). Les activités de contrôle, de classification et d'inspection se poursuivaient normalement, mais de nouvelles difficultés se présenteraient très probablement pendant les mois d'hiver.

26. En Pologne, la fermeture totale ou partielle des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie (secteur HORECA) au début de la pandémie avait provoqué une baisse des prix de la viande bovine. Associé à une faible demande, le ralentissement de la production avait aggravé le problème ; les prix ne s'étaient redressés qu'au cours de l'été. La représentante de l'Allemagne a indiqué que dans son pays, le personnel de plusieurs abattoirs avait été contaminé, ce qui avait entraîné des fermetures. L'Allemagne n'avait pas rencontré de problèmes de classification mais elle devait faire face à une difficulté supplémentaire dans le secteur de la viande porcine : la peste porcine africaine. En raison de ces deux crises simultanées, les abattoirs avaient travaillé au ralenti, les exportations avaient baissé, et un trop grand nombre d'animaux encombraient un marché déjà mis à mal. Le marché de la viande bovine avait beaucoup moins souffert. La délégation de la Fédération de Russie a déclaré que la plupart des entreprises avaient renforcé les mesures de protection de leur personnel. Le marché global de la viande avait bénéficié de la demande accrue de produits carnés frais par les ménages. Cela traduisait un changement manifeste du comportement des consommateurs, qui exigeaient des régimes alimentaires plus stables.

27. La Section spécialisée a souligné que, dans l'ensemble, en temps de crise, les normes servaient à maintenir un niveau élevé de confiance parmi les consommateurs. En outre, l'utilisation des nouvelles technologies avait permis d'assurer la continuité des inspections et des classifications et de garantir que les chaînes d'approvisionnement restent intactes. Si les mesures de confinement et les fermetures de frontières avaient posé des problèmes, la coopération entre les secteurs public et privé avait permis d'élaborer des plans d'urgence et de renforcer la résilience dans cette période difficile.

## **X. Débat sur la possibilité d'élaborer une terminologie relative aux produits animaux**

28. La délégation australienne a présenté un aperçu de la terminologie relative aux produits animaux, projet lancé en 2016. Consentie dans le but d'introduire plus de transparence et de cohérence et la communication d'informations tant en amont qu'en aval, cet effort de collaboration avait abouti à la création d'un groupe d'experts et à l'élaboration d'un livre blanc, d'un glossaire de termes et de recommandations. Ces travaux étaient actuellement examinés par le secteur, afin d'assurer qu'ils seraient à l'épreuve du temps et de permettre un meilleur transfert de données et la prise en compte de la génétique. L'ensemble des lignes directrices nationales serait soumis à l'approbation des parties prenantes et à l'adhésion du secteur<sup>2</sup>. Dans la mesure du possible, il tiendrait aussi compte des évolutions constatées dans le monde et de la terminologie relative aux produits animaux.

29. La Section spécialisée a pris note de ces travaux et s'est réjouie de pouvoir examiner les lignes directrices, une fois celles-ci terminées. L'harmonisation de la terminologie relative aux produits animaux pourrait être d'un grand intérêt pour la Section spécialisée, notamment en vue de la relier aux travaux du sous-comité ISO concerné, auquel plusieurs membres de la Section spécialisée participaient également. La Section spécialisée a décidé de placer l'examen de ce point à l'ordre du jour de sa session de 2021.

## **XI. Questions diverses**

30. Les délégations ont été informées que le prochain Congrès international des sciences et technologies de la viande (ICoMST) aurait lieu à Cracovie (Pologne) du 23 au 27 août 2021. La Section spécialisée a accueilli favorablement la possibilité d'organiser un colloque ou un atelier avant le Congrès de 2021. La délégation polonaise a proposé d'aider à l'organisation du colloque ; la Section spécialisée a remercié la Pologne.

<sup>2</sup> Voir le livre blanc sur la terminologie relative à la viande de bœuf : <https://www.mla.com.au/Research-and-development/Search-RD-reports/RD-report-details/Market-Information/Australian-Beef-Language-White-Paper/3086>.

## **XII. Travaux futurs**

31. Parmi les autres points à l'ordre du jour pour la session de 2021 figuraient :
- La révision de la norme pour la viande porcine (persillage et teneur en graisse) ;
  - La norme internationale pour les protéines d'origine animale provenant du tissu conjonctif ;
  - Un point sur l'élaboration de principes internationaux minimaux sur la durabilité dans le secteur de la viande ;
  - Un point sur la qualité gustative ;
  - Un point sur la possibilité d'harmoniser les codes de découpe de la CEE avec les codes du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (codes SH) ;
  - Un point sur l'élaboration d'une terminologie relative aux produits animaux.

## **XIII. Élection du Bureau**

32. La Section spécialisée a élu Ian King (Australie) Président et Mark Lobstein (États-Unis d'Amérique) Vice-Président.

## **XIV. Adoption du rapport**

33. La Section spécialisée a adopté le rapport sur sa vingt-huitième session (ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2020/2). À titre provisoire, il a été prévu que la prochaine session de la Section spécialisée se tiendra du 6 au 8 septembre 2021.
-